

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/41075]

26 MARS 2021. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

La Ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution, l'article 23 ;

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 4 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 11 et 42 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'article 8, § 2, 1^o et 2^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, le présent arrêté est excepté de l'analyse d'impact de la réglementation ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 2021 ;

Vu l'accord du Secrétaire de l'Etat au Budget, donné le 26 mars 2021 ;

Vu l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil, donné le 26 mars 2021 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de la nécessité d'envisager des mesures fondées sur les résultats épidémiologiques qui évoluent de jour en jour, les derniers ayant justifié les mesures décidées lors du Comité de concertation qui s'est tenu le 24 mars 2021 ; qu'il est dès lors urgent de prendre certaines mesures et d'en adapter d'autres ;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17, et 27 mars 2020, les 15 et 24 avril 2020, les 6, 13, 20 et 29 mai 2020, les 3, 24 et 30 juin 2020, les 10, 15, 23, et 27 juillet 2020, le 20 août 2020, ainsi que le 23 septembre 2020 ;

Considérant les avis du GEES, de CELEVAL, du RAG et du GEMS ;

Considérant l'avis du Conseil Supérieur de la Santé du 9 juillet 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant l'article 6, 1. c) du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/41075]

26 MAART 2021. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de Grondwet, artikel 23;

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, artikel 4;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikelen 11 en 42;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikelen 181, 182 en 187;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op artikel 8, § 2, 1^o en 2^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging is dit besluit uitgezonderd van de regelgevingsimpactanalyse;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 maart 2021;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 26 maart 2021;

Gelet op het advies van de in Raad vergaderde Ministers, gegeven op 26 maart 2021;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, die niet toelaat te wachten op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen een verkorte termijn van vijf dagen, onder meer omwille van de noodzaak om maatregelen te overwegen die gegrond zijn op epidemiologische resultaten die van dag op dag evolueren en waarvan de laatste de maatregelen hebben gerechtvaardigd die werden beslist tijdens het Overlegcomité dat is bijeengekomen op 24 maart 2021; dat het zodoende dringend is om bepaalde maatregelen te nemen en anderen aan te passen;

Overwegende het overleg tussen de regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden binnen de Nationale Veiligheidsraad, die is bijeengekomen op 10, 12, 17 en 27 maart 2020, op 15 en 24 april 2020, op 6, 13, 20 en 29 mei 2020, op 3, 24 en 30 juni 2020, op 10, 15, 23 en 27 juli 2020, op 20 augustus 2020, alsook op 23 september 2020;

Overwegende de adviezen van de GEES, van CELEVAL van de RAG en van de GEMS;

Overwegende het advies van de Hoge Gezondheidsraad van 9 juli 2020;

Overwegende artikel 191 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel in het kader van het beheer van internationale gezondheidsrisicomen en van de actieve voorbereiding van zulke potentiële crisissen verankert; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer een ernstig risico hoogstwaarschijnlijk werkelijkheid zal worden, het aan de overheid is om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende artikel 6, 1. c) van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

Considérant l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présümées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;

Considérant la loi du 9 octobre 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 25 août 2020 précité ;

Considérant l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Considérant l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise du coronavirus COVID-19 ;

Considérant les protocoles déterminés par les ministres compétents en concertation avec les secteurs concernés ;

Considérant la Recommandation (UE) 2020/1475 du Conseil du 13 octobre 2020 relative à une approche coordonnée de la restriction de la libre circulation en réaction à la pandémie de COVID-19 ;

Considérant la Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels et la possible levée de cette restriction ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection ;

Considérant la déclaration du Directeur général de l'OMS du 26 octobre 2020, précisant que le plus grand nombre de cas de COVID-19 a été déclaré dans la semaine du 19 octobre 2020 et que tout doit être mis en œuvre pour protéger les travailleurs du secteur des soins de santé ; que les écoles et les entreprises peuvent rester ouvertes mais que des compromis doivent être faits ; que le directeur général confirme que le virus peut être supprimé par une action rapide et ciblée ;

Considérant la déclaration du 18 mars 2021 du docteur Hans Henri P. Kluge, directeur régional de l'OMS pour l'Europe, dans laquelle il indique que chaque semaine, plus de 20 000 personnes meurent du virus dans la région ; que le nombre de personnes qui meurent de la COVID-19 en Europe est maintenant plus élevé qu'à la même période l'année dernière ; que le variant plus contagieux B.1.1.7 devient le variant dominant dans la région européenne ; que les effets et les avantages des vaccins sur la santé ne sont pas encore immédiatement apparents ; qu'à l'heure actuelle il est nécessaire de demeurer ferme dans l'application de l'ensemble de la gamme des mesures en réponse à la propagation du virus ;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020 ;

Overwegende het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

Overwegende de wet van 9 oktober 2020 houdende instemming met het voormelde samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020;

Overwegende het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

Overwegende het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Overwegende de protocollen bepaald door de bevoegde ministers in overleg met de betrokken sectoren;

Overwegende de Aanbeveling (EU) van 2020/1475 van de Raad van 13 oktober 2020 betreffende een gecoördineerde aanpak van de beperking van het vrije verkeer in reactie op de COVID-19-pandemie;

Overwegende de Aanbeveling (EU) 2020/912 van de Raad van 30 juni 2020 over de tijdelijke beperking van niet-essentiële reizen naar de EU en de mogelijke opheffing van die beperking;

Overwegende de verklaring van de WHO omtrent de karakteristieken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder met betrekking tot de besmettelijkheid en het sterfterisico;

Overwegende de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als een pandemie door de WHO op 11 maart 2020;

Overwegende dat de WHO op 16 maart 2020 het hoogste dreigingsniveau heeft uitgeroepen aangaande het coronavirus COVID-19 dat de wereldeconomie destabiliseert en zich snel verspreidt over de wereld;

Overwegende de inleidende toespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020 die aangaf dat het virus zich voornamelijk verspreidt tussen nauwe contacten en aanleiding geeft tot opflakeringen van de epidemie die onder controle zouden kunnen worden gehouden door middel van gerichte maatregelen;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO Europa van 15 oktober 2020, die aangeeft dat de situatie in Europa zeer onrustwekkend is en dat de overdracht en besmettingsbronnen plaatsvinden in de huizen, binnen in publieke plaatsen en bij de personen die de zelfbeschermingsmaatregelen niet correct naleven;

Overwegende de verklaring van de directeur-generaal van de WHO van 26 oktober 2020, die aangeeft dat het hoogste aantal gevallen van COVID-19 werd gemeld in de week van 19 oktober 2020 en dat alles in het werk moet worden gesteld om de medewerkers van de zorgsector te beschermen; dat scholen en bedrijven kunnen openblijven maar daarvoor compromissen moeten worden gesloten; dat de directeur-generaal bevestigt dat het virus kan worden onderdrukt door snel en bewust in te grijpen;

Overwegende de verklaring van 18 maart 2021 van dokter Hans Henri P. Kluge, regionaal directeur van WHO Europa, waarin hij stelt dat elke week meer dan 20 000 mensen in de regio overlijden ten gevolge van het virus; dat het aantal mensen dat in Europa aan COVID-19 sterft, nu hoger ligt dan vorig jaar rond deze tijd; dat de besmettelijkere B.1.1.7 variant van het virus de dominante variant wordt in de Europese regio; dat de gevolgen en voordelen van de vaccins voor de gezondheid nog niet meteen voelbaar zijn; dat men vooralsnog standvastig moet blijven in de toepassing van het volledige scala van maatregelen als reactie tegen de verspreiding van het virus;

Overwegende dat ons land sinds 13 oktober 2020 op nationaal niveau in alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) zit;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles contaminations avérées au coronavirus COVID-19 en Belgique sur les sept derniers jours est très fortement remontée à 4331 cas confirmés positifs à la date du 26 mars 2021 ;

Considérant qu'à la date du 26 mars 2021, au total 2492 patients atteints du coronavirus COVID-19 sont pris en charge dans les hôpitaux belges ; qu'à cette même date, au total 651 patients sont pris en charge dans les unités de soins intensifs ;

Considérant que l'incidence au 26 mars 2021 sur une période de 14 jours est de 464 sur 100 000 habitants ; que le taux de reproduction basé sur le nombre de nouvelles hospitalisations s'élève à 1,153 ; qu'une diminution des chiffres est toujours nécessaire en vue de sortir de cette situation épidémiologique dangereuse ;

Considérant que l'augmentation de l'incidence touche tous les groupes d'âge, à l'exception des plus de 65 ans ; que l'augmentation est plus prononcée chez les 10 à 19 ans ainsi que chez les enfants de 0 à 10 ans ;

Considérant que cette nouvelle forte augmentation des chiffres, tant en ce qui concerne le nombre d'infections que le nombre d'hospitalisations a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique ; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 augmente et que ceci peut avoir un effet significativement négatif sur la santé publique ; que les hôpitaux ont activé la phase 1B du plan d'urgence pour les hôpitaux ;

Considérant que la situation épidémiologique s'aggrave à nouveau ; qu'une croissance incontrôlée et exponentielle de l'épidémie doit être évitée ; qu'il est dès lors décidé de maintenir certaines mesures, d'en renforcer d'autres et de prendre des mesures supplémentaires ;

Considérant que le danger s'est à nouveau étendu à l'ensemble du territoire national ; qu'il est important qu'il existe une cohérence maximale dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximaliser leur efficacité ; que les autorités locales ont toutefois la possibilité de prendre des mesures plus sévères en cas d'augmentation de l'épidémie sur leur territoire pour autant qu'elles soient proportionnelles et limitées dans le temps ;

Considérant que la campagne de vaccination a été lancée et qu'elle a déjà un impact évident sur les infections des plus de 65 ans ; que par conséquent le nombre d'hospitalisations et de décès des résidents des centres de soins résidentiels semble diminuer ; que cela ne permet toutefois pas encore d'assouplissements étant donné que les chiffres concernant tant les infections que les hospitalisations augmentent ; que, dès lors, de nouvelles mesures drastiques sont nécessaires pour contrer une nouvelle augmentation des chiffres ;

Considérant que la situation épidémiologique actuelle nécessite à nouveau de limiter de façon drastique les contacts sociaux et les activités autorisées ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant qu'il est nécessaire d'éviter que des nouveaux variants et mutations qui pourraient affecter l'efficacité des vaccins apparaissent ou se propagent ; que, par conséquent, des règles strictes pour prévenir la propagation du virus sont encore nécessaires ; que, dès lors, il convient de renforcer les mesures et d'en prendre des nouvelles ;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, certains rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent encore un danger particulier pour la santé publique ;

Overwegende dat het daggemiddelde van de nieuwe vastgestelde besmettingen met het coronavirus COVID-19 in België over de voorbije zeven dagen zeer sterk gestegen is tot 4331 bevestigde positieve gevallen op 26 maart 2021;

Overwegende dat op 26 maart 2021 in totaal 2492 patiënten getroffen door COVID-19 worden behandeld in de Belgische ziekenhuizen; dat op diezelfde datum in totaal 651 patiënten worden behandeld op de diensten van de intensieve zorg;

Overwegende dat de incidentie op 26 maart 2021 over een periode van 14 dagen 464 op 100.000 inwoners bedraagt; dat het reproductiegetal op basis van de nieuwe hospitalisaties 1,153 bedraagt; dat een daling van de cijfers noodzakelijk is om uit deze gevaarlijke epidemiologische situatie te geraken;

Overwegende dat de toename in incidentie alle leeftijdsgroepen betreft, behalve de 65-plussers; dat de toename het meest uitgesproken is bij de 10 tot 19-jarigen en ook bij de kinderen van 0 tot 10 jaar;

Overwegende dat deze nieuwe sterke stijging, zowel voor wat betreft het aantal besmettingen als het aantal ziekenhuisopnames, tot gevolg heeft dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder van de diensten van de intensieve zorg, opnieuw kritiek wordt; dat de druk op de ziekenhuizen en op de continuïteit van de niet-COVID-19-zorg toeneemt en dat dit een aanzienlijk negatief effect kan hebben op de volksgezondheid; dat de ziekenhuizen zijn overgeschakeld naar fase 1B van het ziekenhuisnoodplan;

Overwegende dat de epidemiologische situatie opnieuw verslechtert; dat een ongecontroleerde en exponentiële groei van de epidemie moet worden vermeden; dat er dus wordt besloten om sommige maatregelen te behouden, anderen te verstrengen en bijkomende maatregelen te nemen;

Overwegende dat het gevaar zich opnieuw uitstrekt over het gehele nationale grondgebied; dat het van belang is dat er een maximale coherentie bestaat bij het nemen van maatregelen voor de handhaving van de openbare orde, teneinde de efficiëntie ervan te maximaliseren; dat de lokale overheden evenwel de mogelijkheid hebben om in geval van een toename van de epidemie op hun grondgebied strengere maatregelen te nemen voor zover die proportioneel en in de tijd beperkt zijn;

Overwegende dat de vaccinatiecampagne van start is gegaan en dat dit al een duidelijk effect heeft op de besmettingen van de 65-plussers; dat het aantal ziekenhuisopnames en overlijdens van bewoners van woonzorgcentra daardoor lijkt af te nemen; dat dit echter nog geen versoepelingen toelaat, aangezien zowel de cijfers betreffende de besmettingen als de hospitalisaties stijgen; dat bijgevolg nieuwe drastische maatregelen nodig zijn om een verdere stijging van de cijfers tegen te gaan;

Overwegende dat de huidige epidemiologische situatie opnieuw een drastische beperking van de sociale contacten en van de toegelaten activiteiten vereist;

Overwegende de urgentie en het risico voor de volksgezondheid die het coronavirus COVID-19 met zich meebrengt voor de bevolking;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een infectieziekte is die meestal de longen en luchtwegen treft;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 wordt overgedragen van mens op mens via de lucht; dat de overdracht van de ziekte lijkt plaats te vinden via alle mogelijke emissies via de mond en de neus;

Overwegende dat moet worden vermeden dat nieuwe mutaties en varianten van het coronavirus die een invloed kunnen hebben op de werkzaamheid van de vaccins ontstaan of zich verspreiden; dat daarom nog steeds strikte regels noodzakelijk zijn om de verspreiding van het virus tegen te gaan; dat de maatregelen bijgevolg dienen te worden verstrengd en nieuwe maatregelen dienen te worden genomen;

Overwegende dat, gezien wat voorafgaat, bepaalde bijeenkomsten in besloten of overdekte plaatsen, maar ook in open lucht, nog steeds een specifieke bedreiging vormen voor de volksgezondheid;

Considérant par conséquent qu'une mesure limitant et encadrant les rassemblements de plus de quatre personnes est à nouveau indispensable et proportionnée ;

Considérant que cette situation nécessite aussi de limiter à nouveau le nombre maximal de personnes autorisées à participer à des manifestations ;

Considérant que, par définition, la distanciation sociale ne peut être appliquée aux professions de contact; que cela entraîne un risque accru de transmission du virus tant pour le prestataire de services que pour le client ; que, par conséquent, les professions de contact non médicales doivent suspendre leurs activités ; que cela entraîne en outre une diminution du nombre de déplacements de la population ; que les soins à domicile pour des personnes ayant besoin d'assistance doivent pouvoir avoir lieu ;

Considérant que les données de mobilité en Belgique démontrent que les trajets pour se rendre au travail restent stables mais à un niveau élevé ; que le télétravail est pourtant obligatoire dans toutes les entreprises, associations et services pour l'ensemble du personnel, sauf si la nature de la fonction ou la continuité de l'entreprise, des activités ou des services ne le permet pas ;

Considérant que faire des achats génère un afflux important de clients et de contacts; qu'il convient d'éviter les grandes foules et les contacts dans les magasins, sur la voie publique et dans les transports publics ; que, pour cette raison, les magasins non essentiels peuvent uniquement livrer des biens à domicile, prévoir un système de commande et de collecte, ou un système de rendez-vous ; que des prestations de service non essentielles peuvent uniquement être poursuivies au moyen d'un système de commande et de collecte, de livraison ou d'un système de rendez-vous ;

Considérant qu'il est toujours fait appel au sens des responsabilités et à l'esprit de solidarité de chaque citoyen pour respecter la distanciation sociale et appliquer toutes les recommandations sanitaires ;

Considérant que les mesures d'hygiène restent indispensables;

Considérant que les activités en extérieur doivent être, dans la mesure du possible, privilégiées ; que lorsque ce n'est pas possible, les pièces doivent être suffisamment aérées ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement ; que cela signifie que des mesures plus strictes ne sont jamais exclues ;

Considérant l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Les employeurs enregistrent mensuellement, via le système électronique d'enregistrement mis à disposition par l'Office national de sécurité sociale sur le site portail de la sécurité sociale, le nombre total de travailleurs dans l'entreprise par unité d'exploitation et le nombre de travailleurs qui exercent une fonction qu'il est impossible d'accomplir en télétravail à domicile. Cet enregistrement porte sur le nombre de travailleurs au premier jour ouvrable du mois et doit être effectué au plus tard le sixième jour civil du mois. ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « sans préjudice de l'article 8 » sont remplacés par les mots « sans préjudice des articles 8 et 8bis » ;

2° il est ajouté un alinéa 4, rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 2, 14°, un consommateur peut être accompagné d'une personne du même ménage ou du contact rapproché durable visé à l'article 15bis, lorsque l'entreprise ou l'association fonctionne sur rendez-vous. Les mineurs de son propre ménage ou des personnes ayant besoin d'une assistance peuvent être accompagnés d'un adulte. »

Overwegende dat een maatregel houdende een beperking en omkering van samenscholingen van meer dan vier personen bijgevolg opnieuw onontbeerlijk en proportioneel is;

Overwegende dat deze situatie ook opnieuw een beperking noodzakelijk maakt van het maximaal aantal personen dat mag deelnemen aan betogingen;

Overwegende dat de social distancing per definitie niet kan worden toegepast bij contactberoepen; dat dit een verhoogd risico op de overdracht van het virus inhoudt voor zowel de dienstverlener als de klant; dat de niet-medische contactberoepen hun activiteiten bijgevolg dienen op te schorten; dat dit bovendien leidt tot een vermindering van het aantal verplaatsingen van de bevolking; dat de thuiszorg voor hulpbehoevenden moet kunnen blijven plaatsvinden;

Overwegende dat de mobiliteitsgegevens van België aantonen dat de verplaatsingen naar het werk stabiel blijven maar op een hoog niveau; dat telethuiswerk nochtans verplicht is bij alle ondernemingen, verenigingen en diensten voor alle personeelsleden, tenzij dit onmogelijk is omwille van de aard van de functie of de continuïteit van de bedrijfsvoering, de activiteiten of de dienstverlening;

Overwegende dat winkelen een grote toestroom van klanten en veel contacten teweegbrengt; dat grote mensenmassa's en contacten in de winkels, op de openbare weg en het openbaar vervoer zoveel mogelijk vermeden dienen te worden; dat, om die reden, de niet-essentiële winkels enkel goederen aan huis mogen leveren, een systeem van bestellen en afhalen of een systeem op afspraak mogen voorzien; dat niet-essentiële dienstverlening enkel kan worden verdergezet via een systeem van bestellen en afhalen, van leveren of via een systeem op afspraak;

Overwegende dat nog steeds een beroep wordt gedaan op het verantwoordelijkheidsgevoel en de geest van solidariteit van elke burger om de social distancing na te leven en om alle gezondheidsaanbevelingen toe te passen;

Overwegende dat de hygiënemaatregelen essentieel blijven;

Overwegende dat buitenactiviteiten waar mogelijk de voorkeur krijgen; dat, indien dit niet mogelijk is, de ruimtes voldoende moeten worden verlucht;

Overwegende dat de gezondheidssituatie op regelmatige basis wordt geëvalueerd; dat dit betekent dat striktere maatregelen nooit zijn uitgesloten;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 1, van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, wordt aangevuld met een vierde lid, luidende:

“De werkgevers registreren maandelijks, via het elektronische registratiesysteem dat door de Rijksdienst Sociale Zekerheid ter beschikking wordt gesteld op de portaal-site van de sociale zekerheid, het totale aantal werknemers in het bedrijf per vestigingseenheid en het aantal werknemers dat een functie uitoefent die onmogelijk kan worden volbracht via telethuiswerk. Deze aangifte heeft betrekking op het aantal werknemers op de eerste werkdag van de maand en moet uiterlijk worden ingediend op de zesde kalenderdag van de maand.”.

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen doorgevoerd:

1° in het eerste lid worden de woorden “onverminderd artikel 8” vervangen door de woorden “onverminderd de artikelen 8 en 8bis”;

2° er wordt een vierde lid toegevoegd, luidende: “In afwijking van het tweede lid, 14°, mag een consument vergezeld worden door één persoon van hetzelfde huishouden of door het duurzaam onderhouden nauw contact bedoeld in artikel 15bis, wanneer de onderneming of vereniging op afspraak werkt. De minderjarigen van het eigen huishouden of de personen die nood hebben aan begeleiding, kunnen worden begeleid door één volwassene.”

Art. 3. Dans l'article 8 du même arrêté, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les prestations de services au cours desquels la distance de 1,5 mètre ne peut pas être garantie entre le prestataire de services et le consommateur sont interdites, en ce compris les prestations de services par :

- les instituts de beauté;
- les instituts de pédicure non-médicale;
- les salons de manucure;
- les salons de massage;
- les salons de coiffure et barbiers;
- les studios de tatouage et de piercing.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux :

1° prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe 1^{re} au présent arrêté ;

2° prestations de services pour les formations et les examens du permis de conduire ainsi que pour les formations de pilotage d'aéronef afin de permettre le maintien, la finalisation et le renouvellement des qualifications et des licences, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable ;

3° prestations de services par les photographes, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable.

Les prestations de services à domicile sont interdites, sauf en ce qui concerne :

1° les prestations de services par les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe 1^{re} au présent arrêté ;

2° les prestations de services par le secteur immobilier pour les visites de biens immobiliers, dans le respect des modalités prévues par le protocole applicable. »

Art. 4. Le même arrêté est complété par un article 8bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Sous réserve de l'article 8, § 2, les entreprises et associations offrant des biens aux consommateurs peuvent uniquement poursuivre leurs activités au moyen d'un système de commande et de collecte, de livraison, ou via un système de rendez-vous.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les établissements qui tombent à titre principal sous une des catégories suivantes peuvent rester ouverts au public, dans le respect des règles minimales prévues à l'article 5 :

- 1° les magasins d'alimentation, y compris les magasins de nuit ;
- 2° les magasins de produits d'hygiène et de soins ;
- 3° les magasins spécialisés d'articles pour bébés ;
- 4° les magasins d'alimentation pour animaux ;
- 5° les pharmacies ;
- 6° les marchands de journaux et les librairies ;
- 7° les stations-services et fournisseurs de carburants et combustibles ;
- 8° les magasins de télécommunications, à l'exclusion des magasins qui ne vendent que des accessoires ;
- 9° les magasins de dispositifs médicaux ;
- 10° les magasins de bricolage ;

Art. 3. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt de vierde paragraaf vervangen als volgt:

“§ 4. Dienstverlening waarbij de afstand van 1,5 meter tussen de dienstverlener en de consument niet kan worden gegarandeerd is verboden, met inbegrip van de dienstverlening door:

- de schoonheidssalons;
- de niet-medische pedicurezaken;
- de nagelsalons;
- de massagesalons;
- de kapperszaken en barbiers;
- de tatoeage- en piercingsalons.

Het eerste lid is niet van toepassing op:

1° de dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage 1 van dit besluit;

2° de dienstverlening voor de rijopleidingen en de rijexamens, alsook voor de opleidingen voor het besturen van luchtvaartuigen met het oog op het onderhoud, het voleindigen en het vernieuwen van kwalificaties en licenties, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol;

3° de dienstverlening door de fotografen, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol.

Dienstverlening aan en in huis is verboden, behalve voor wat betreft:

1° de dienstverlening door de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage 1 van dit besluit;

2° de dienstverlening door de vastgoedsector voor de bezichtigingen van onroerend goed, met naleving van de modaliteiten voorzien in het toepasselijke protocol.”

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 8bis, luidende:

“§ 1. Onder voorbehoud van artikel 8, § 2, kunnen de ondernemingen en verenigingen die goederen aanbieden aan consumenten hun activiteiten enkel verderzetten via een systeem van bestellen en afhalen, van leveren, of via een systeem op afspraak.

In afwijking van het eerste lid, mogen de inrichtingen die in hoofdzaak onder één van de volgende categorieën vallen geopend blijven voor het publiek, met naleving van de minimale regels voorzien in artikel 5:

- 1° de voedingswinkels, met inbegrip van nachtwinkels;
- 2° de winkels voor verzorgings- en hygiëneproducten;
- 3° de gespecialiseerde winkels met babyartikelen;
- 4° de diervoedingswinkels;
- 5° de apotheken;
- 6° de kranten- en boekenwinkels;
- 7° de tankstations en de leveranciers van brandstoffen;
- 8° de telecomwinkels, met uitsluiting van winkels die enkel accessoires verkopen;
- 9° de winkels voor medische hulpmiddelen;
- 10° de doe-het-zelfzaken;

11° les jardineries et pépinières ;

12° les magasins de fleurs et de plantes ;

13° les magasins en gros destinés aux professionnels, mais uniquement au bénéfice de ces derniers ;

14° les commerces de détail spécialisés qui vendent des tissus d'habillement ;

15° les commerces de détail spécialisés qui vendent des fils à tricoter et des articles de mercerie ;

16° les magasins de papeterie.

§ 2. Sous réserve de l'article 8, § 4, les entreprises et associations offrant des services aux consommateurs peuvent uniquement poursuivre leurs prestations de service au moyen d'un système de commande et de collecte, de livraison ou d'un système de rendez-vous.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les commerces, entreprises et services privés et publics qui sont nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population visés à l'annexe 1^{re} au présent arrêté restent ouverts au public.

§ 3. Lors de l'utilisation du système de collecte des biens, les règles minimales suivantes doivent être respectées :

1° les biens doivent être commandés à l'avance ;

2° la collecte des biens peut uniquement avoir lieu à l'extérieur de l'établissement ;

3° les files d'attente sont organisées de manière à éviter les rassemblements et à permettre le respect des règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance de 1,5 mètre entre chaque personne.

Lors de l'utilisation du système sur rendez-vous, les règles suivantes doivent être respectées :

1° les règles minimales visées à l'article 5 ;

2° le consommateur peut uniquement entrer dans l'entreprise ou l'association muni d'une confirmation de la plage horaire réservée et pendant cette plage horaire réservée ;

3° un maximum de 50 consommateurs est autorisé en même temps dans les bâtiments ou établissements ;

4° seules les activités liées au processus de vente directe ont lieu dans les bâtiments ou établissements. »

Art. 5. Dans l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « dix personnes » sont remplacés par les mots « quatre personnes » ;

2° dans le paragraphe 9, les mots « 100 participants » sont remplacés par les mots « 50 participants ».

Art. 6. Le même arrêté est complété par un article 19bis, rédigé comme suit :

« La Société Nationale des Chemins de fer belges prend les mesures nécessaires pour éviter les rassemblements et pour garantir le respect maximal des mesures de prévention dans la gare, sur le quai ou un point d'arrêt, le train ou chaque autre moyen de transport organisé par elle, en collaboration avec l'autorité locale concernée et la police.

Du 3 au 18 avril 2021 inclus et les 24 et 25 avril 2021, la capacité doit en tout cas être limitée dans les trains avec une destination touristique telle que déterminée par le ministre de la Mobilité, en concertation avec la Société Nationale des Chemins de fer belges et le Centre de crise national, afin que les mesures de prévention soient respectées, en principe en occupant uniquement les places à côté de la fenêtre, à l'exception des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans accomplis qui peuvent prendre place à côté des adultes qui les accompagnent. La Société Nationale des Chemins de fer belges veille à ce que cette limitation soit respectée. »

11° de tuincentra en boomkwekerijen;

12° de bloemen- en plantenwinkels;

13° de groothandels bestemd voor professionelen, maar enkel ten gunste van deze laatsten;

14° de gespecialiseerde detailhandelszaken die kledingstoffen verkopen;

15° de gespecialiseerde detailhandelszaken die breigaren, handwerken en fournituren verkopen;

16° de winkels voor schrijf- en papierwaren.

§ 2. Onder voorbehoud van artikel 8, § 4, kunnen de ondernemingen en verenigingen die diensten aanbieden aan consumenten hun activiteiten enkel verderzetten via een systeem van bestellen en afhalen, van leveren of via een systeem op afspraak.

In afwijking van het eerste lid, blijven de handelszaken, private en publieke bedrijven en diensten die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking bedoeld in de bijlage 1 van dit besluit, geopend voor het publiek.

§ 3. Bij het gebruik maken van het systeem van afhalen van goederen, dienen de volgende minimale regels te worden nageleefd:

1° de goederen dienen vooraf te worden besteld;

2° het afhalen van de goederen kan enkel buiten de inrichting;

3° de wachtrijen worden zo georganiseerd dat samenscholingen worden vermeden en dat de regels van social distancing kunnen worden gerespecteerd, in het bijzonder het behoud van een afstand van 1,5 meter tussen elke persoon.

Bij het gebruik maken van het systeem op afspraak, dienen de volgende regels te worden nageleefd:

1° de minimale regels bedoeld in artikel 5;

2° de consument mag de onderneming of vereniging enkel betreden met een bevestiging van het gereserveerde tijdslot en enkel tijdens dat gereserveerde slot;

3° een maximum van 50 consumenten wordt tegelijkertijd toegelaten in de gebouwen of inrichtingen ;

4° in de gebouwen of inrichtingen vinden enkel activiteiten gekoppeld aan het directe verkoopproces plaats."

Art. 5. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf worden de woorden "tien personen" vervangen door de woorden "vier personen";

2° in paragraaf 9 worden de woorden "100 deelnemers" vervangen door de woorden "50 deelnemers".

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 19bis, luidende:

"De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen neemt de nodige maatregelen om samenscholingen te vermijden en een maximale naleving van de preventiemaatregelen te garanderen in het station, op het perron of een halte, de trein of elk ander vervoersmiddel dat door haar wordt georganiseerd, in samenwerking met de betrokken lokale overheid en de politie.

Van 3 tot en met 18 april 2021 en op 24 en 25 april 2021 moet in ieder geval de capaciteit beperkt worden in de treinen met een toeristische bestemming zoals bepaald door de minister van Mobiliteit, in overleg met de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en het Nationaal Crisiscentrum, zodat de preventiemaatregelen nageleefd worden, in principe door enkel de plaatsen naast het venster te bezetten, met uitzondering van de kinderen tot en met 12 jaar, die naast de begeleidende volwassenen mogen plaatsnemen. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ziet erop toe dat deze beperking wordt gerespecteerd."

Art. 7. Dans l'article 21, § 8, 1^o, du même arrêté, le deuxième tiret est remplacé par ce qui suit : « les marins, l'équipage des bateaux remorqueurs et des bateaux-pilotes, et le personnel industriel employé dans les parcs éoliens offshore ; ».

Art. 8. L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Les mesures prescrites par le présent arrêté sont d'application jusqu'au 25 avril 2021 inclus. »

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 mars 2021.

Bruxelles, le 26 mars 2021.

A. VERLINDEN

Art. 7. In artikel 21, § 8, 1^o, van hetzelfde besluit, wordt het tweede streepje vervangen als volgt: "de zeevarenden, de sleepbootbemanning, de loodsen en het industrieel personeel tewerkgesteld in de offshore windmolenparken;"

Art. 8. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"De maatregelen voorzien in dit besluit zijn van toepassing tot en met 25 april 2021."

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 27 maart 2021.

Brussel, 26 maart 2021.

A. VERLINDEN